

Compte Administratif 2016

Rapport du Président
aux membres de la Communauté de Communes
du Pays Noyonnais

Conseil Communautaire du 6 avril 2017



SOMMAIRE

	Diapo
Dispositions réglementaires	3
Introduction du Président	4
Niveau général de réalisation 2016	5 à 8
Evolution de l'épargne de 2008 à 2016	9
Dépenses de fonctionnement	10 à 19
Recettes de fonctionnement	20 à 31
Dépenses d'investissement	32 à 35
Recettes d'investissement	36 à 40
Structure de la dette	41 à 43
L'essentiel des budgets annexes 2016	44 à 46
Budgets annexes	47 à 61

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Le Compte Administratif 2016 retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées par la Communauté de communes entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016. Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Trésorier. Ce document est l'équivalent du Compte Administratif présenté par le Président.

Le rapport de présentation du compte administratif 2016 présente les réalisations du budget 2016 et les principales variations par comparaison aux exercices précédents.

Le Budget Primitif 2016 a été voté par le conseil communautaire le 7 avril 2016. Il a été modifié deux fois par décision modificative.

L'ensemble de ces mouvements constitue les crédits ouverts sur lesquels portent l'exécution des dépenses et des recettes de l'année 2016.

Introduction du Président

Un résultat net excédentaire

NIVEAU GENERAL DE REALISATION 2016

		DEPENSES	RECETTES	EXCEDENT	DEFICIT
FONCTIONNEMENT	Exercice 2016	17 649 352,83	16 894 486,41		
	Reports de l'exercice N-1		1 306 660,13	551 793,71	
INVESTISSEMENT	Exercice 2016	2 988 214,75	4 316 189,96		
	Reports de l'exercice N-1		2 629 520,58	3 957 495,79	
Restes A Réaliser		1 887 642,95	364 500,00		1 523 142,95
TOTAL		22 525 210,53	25 511 357,08	4 509 289,50	1 523 142,95
RESULTAT EXCEDENTAIRE				2 986 146,55	

Le résultat global 2016, correspondant à l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées en 2016, et prenant en compte l'excédent constaté en 2015, se traduit par un excédent de 4 509 289,50€.

Considérant les Restes à Réaliser, dont le solde s'établit à – 1 523 142,95€, le résultat net 2016 s'élève à 2 986 146,55€.

NIVEAU GENERAL DE REALISATION 2016

F O N C T I O N N E M E N T	Dépenses			Recettes		
	011	Charges à caractère général	3 132 929,43	013	Atténuation de charges	117 407,69
	012	Charges de personnel	7 158 553,64	70	Produits des servives, du domaine	1 632 103,78
	014	Atténuation de produits	2 409 842,12	73	Impôts et taxes	10 536 165,52
	65	Autres charges de gestion courante	3 110 585,89	74	Dotations, subventions et participations	3 967 702,91
	Total des dépenses de gestion courante		15 811 911,08	75	Autres produits de gestion courante	60 926,46
	66	Charges financières	395 363,64	Total des recettes de gestion courante		16 314 306,36
	67	Charges exceptionnelles	0,00	76	Produits financiers	
	Total dépenses réelles de fonctionnement		16 207 274,72	77	Recettes exceptionnelles	389 328,27
	042	Opérations d'ordre entre sections	1 442 078,11	Total recettes réelles de fonctionnement		16 703 634,63
Total réalisations 2016			17 649 352,83	Total réalisations 2016		
I N V E S T I S S E M E N T	Dépenses			Recettes		
		opérations d'équipement	392 519,87		opérations d'équipement	0,00
	20	Immobilisations incorporelles	67 560,00	13	Subventions d'investissement	190 831,45
	204	Subventions d'équipement	1 080 306,93	16	Emprunts	2 500 600,00
	21	Immobilisations corporelles	273 800,73	204	Subventions d'équipement	0,00
	23	Immobilisations en cours	97 257,90	21	Immobilisations corporelles	0,00
	Total des dépenses d'équipement		1 911 445,43	23	Immobilisations en cours	0,00
	27	immobilisations financières	725,00	Total des recettes d'équipement		2 691 431,45
	16	Emprunts et dettes assimilées	857 592,54	10	Dotations, fonds divers et réserves	108 480,14
	26	Participations et créances rattachées	27 600,00	27	Immobilisations financières	0,00
	Total des dépenses financières		885 917,54	Total des recettes financières		108 480,14
	4581	Investissement sous mandat	0,00	4582	Investissement sous mandat	74 200,26
	Total dépenses réelles d'investissement		2 797 362,97	Total recettes réelles d'investissement		2 874 111,85
	040	Opérations d'ordre entre sections	190 851,78	040	Opérations d'ordre entre sections	1 442 078,11
Total réalisations 2016			2 988 214,75	Total réalisations 2016		4 316 189,96
R E S T E S R E A L I S E R A	Dépenses			Recettes		
	20	Immobilisations incorporelles	63 300,00	10	Dotations	0,00
	204	Subventions d'équipement	73 571,20	13	Subventions d'investissement	364 500,00
	21	Immobilisations corporelles	95 053,22	16	Emprunts	0,00
	23	Immobilisations en cours	117 600,01	45	Opérations pour compte de tiers	0,00
	20/21/23	opérations d'investissement	1 453 098,52	13	Opérations d'investissement	0,00
	26	Participations et créances	0,00	024	produits de cession	0,00
	27	Autres immo. Financières	0,00			
	45	Opérations pour compte de tiers	85 020,00			
	Total Restes à réaliser		1 887 642,95	Total Restes à réaliser		364 500,00

En 2016, les taux d'exécution de la section de fonctionnement représentent :

- en dépenses réelles, **94,36%** (92,09 % en 2015)
- en recettes réelles (hors cessions, chap. 775), **97,49%** (98,29 % en 2015)

NIVEAU GENERAL DE REALISATION 2016

CONSTAT

Ces résultats appellent les commentaires suivants :

- L'exercice 2016 dégage un déficit de fonctionnement (différence entre les recettes et les dépenses) de **754 866,42€**. Le report de l'excédent constaté en 2015 aboutit à une section de fonctionnement excédentaire en 2016, à **551 793,71€**.
- L'épargne brute (différence entre les dépenses réelles et les recettes réelles) s'élève à **496 359,91€**.
- Deux emprunts ont été levés sur le budget principal en 2016.

Analyse

Malgré des **dépenses de fonctionnement ayant faiblement progressé** (+ 1,48% sur un an), les recettes ont enregistré quant à elles une contraction (- 1,50%), ce qui n'a pas permis d'inverser la tendance à la détérioration du solde de fonctionnement mise au jour ces toutes dernières années.

En effet, les efforts des gestion et les arbitrages d'économies opérés en 2016 sur les charges à caractère général se sont rapidement heurtés aux couts incompressibles de politiques publiques certes pourvoyeuses de services à la population mais qui présentent de forts restes à charge pour la collectivité (service enfance, petite enfance notamment).

Parmi les grandes masses impactant l'évolution des dépenses de gestion, se trouvent les frais de personnel qui progressent selon un rythme de +10% qui s'explique principalement par la mutualisation des services, néanmoins fortement compensée par la Ville de Noyon.

La baisse des **recettes de fonctionnement en 2016 s'explique essentiellement par la stagnation des produits de fiscalité, et ce** malgré la revalorisation des bases décidées par le Parlement (+ 1%). La raison principale se trouve dans des recettes de FPIC peu dynamiques et moindres qu'attendues du fait du refus de quelques communes de valider une répartition des sommes en faveur de la solidarité communautaire.

Le chapitre des dotations et subventions a lui aussi baissé, de 15% par rapport à 2015.

Une exécution financière marquée par le recul des recettes de fonctionnement et le maintien d'un haut niveau de service à la population

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Epargne de gestion	942 569 €	573 469 €	1 219 748 €	1 661 478 €	1 863 820 €	1 254 488 €	1 677 825 €	1 075 671 €	502 395 €
Epargne brute	697 926 €	384 254 €	926 768 €	1 323 348 €	1 283 470 €	901 934 €	1 270 750 €	664 465 €	496 360 €
Epargne nette	429 161 €	170 397 €	551 080 €	857 389 €	857 883 €	397 224 €	637 588 €	-132 361 €	-361 233 €

Le solde d'épargne de gestion de l'année 2016, malgré les économies de gestion opérées, se réduit de 50%, à +502 395€, cela principalement en raison d'un différentiel qui s'accroît entre des recettes de gestion qui se contractent du fait de la diminution des dotations et des dépenses de gestion dont la majeure partie sont désormais incompressibles (charges de personnel et services à la population).

Le solde d'épargne brute (*différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement*) suit également une tendance baissière tout en marquant un affaïssement plus modéré (-35%) en se fixant à +496 360€, principalement du fait de l'enregistrement de recettes exceptionnelles de cession (bien immobilier rue St Eloi à Noyon -ancienne MIFE).

De fait, le solde d'épargne nette se creuse (*épargne brute diminuée du capital remboursé*) et s'affiche à – 361 233€, marquant la nécessité d'opérer une correction affirmée de trajectoire dès le budget 2017 et tel qu'évoquée au DOB 2017.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

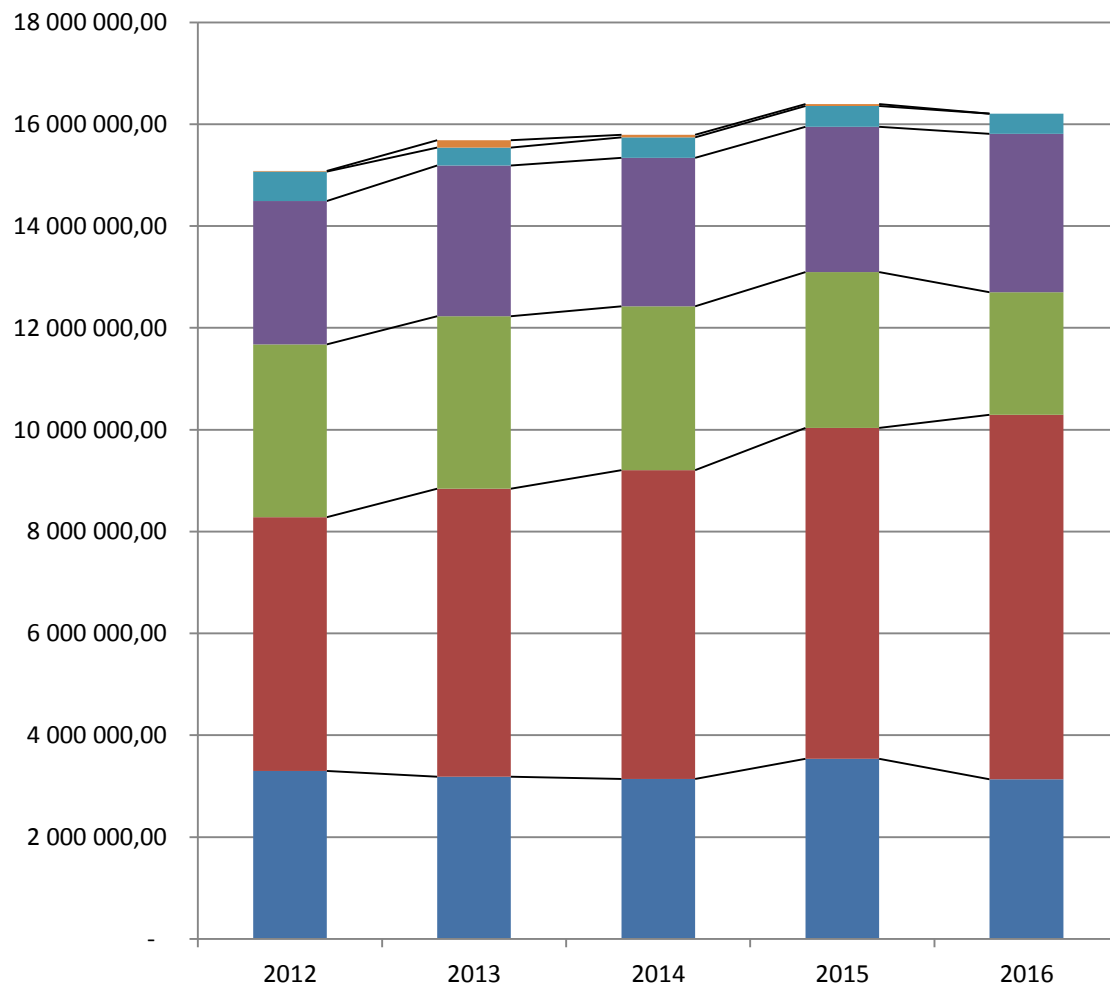
Des dépenses réelles de fonctionnement contenues, résultat des premiers efforts de gestion

Les Dépenses réelles de fonctionnement (16,207 M€ contre 16,392 M€ en 2016) ont été contenues et ont même reculé (-1,13 %).

Dépenses de fonctionnement		Crédits ouverts	Réalisations	%
O11	Charges à caractère général	3 643 706	3 132 929	85,98%
O12	Charges de personnel	7 200 000	7 158 554	99,42%
O14	Atténuations de produits	2 415 000	2 409 842	99,79%
65	Autres charges de gestion courante	3 378 062	3 110 586	92,08%
Total des dépenses de gestion courante		16 636 768	15 811 911	95,04%
66	Charges financières	430 000	395 364	91,95%
67	Charges exceptionnelles	35 000	0	0,00%
O22	Dépenses imprévues	73 411	0	0,00%
Total dépenses réelles de fonctionnement		17 175 179	16 207 275	94,36%
O23	Virement à la section d'investissement	0		#DIV/0!
O42	Opérations d'ordre transfert entre sections	960 797	1 442 078	150,09%
Total dépenses d'ordre		960 797	1 442 078	150,09%

Grâce aux efforts de gestion, la CCPN parvient à stabiliser ses dépenses réelles de fonctionnement, et ce malgré une progression notable du 012 conséquence de l'impact brut de la mutualisation à court terme.

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT



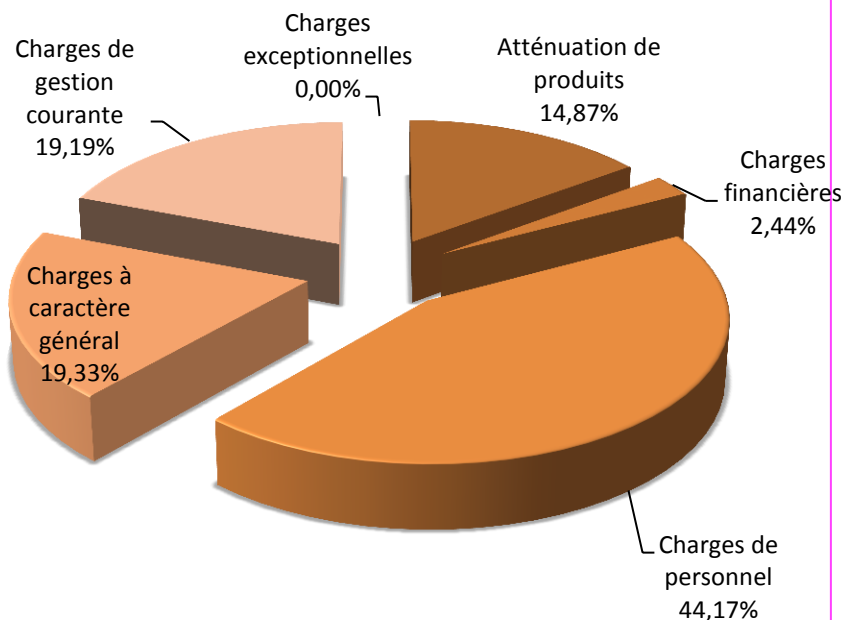
EVOLUTION SUR 5 ANS

On constate une progression notable du poids des charges de personnel dans le total des dépenses réelles de fonctionnement, due à l'impact brut de la troisième phase de mutualisation.

Les charges à caractère général ont été contenues par rapport à 2015.

Ventilation des dépenses réelles de fonctionnement

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement 2016 (DRF)



Les charges à caractère général représentent 19,3 % des DRF, en baisse du fait des efforts de gestion (21,58 % en 2015).

Les charges de personnel ont augmenté du fait de l'impact brut de la mutualisation passant de 39,62% en 2015 à 44,17% en 2016.

Les charges de gestion courante augmentent du fait de soldes antérieurs (19,19% contre 17,40% en 2015).

Les charges financières demeurent à un niveau soutenable (2,44 % des DRF), leur poids diminue même sur un an dans le total des DRF (2,51% en 2015).

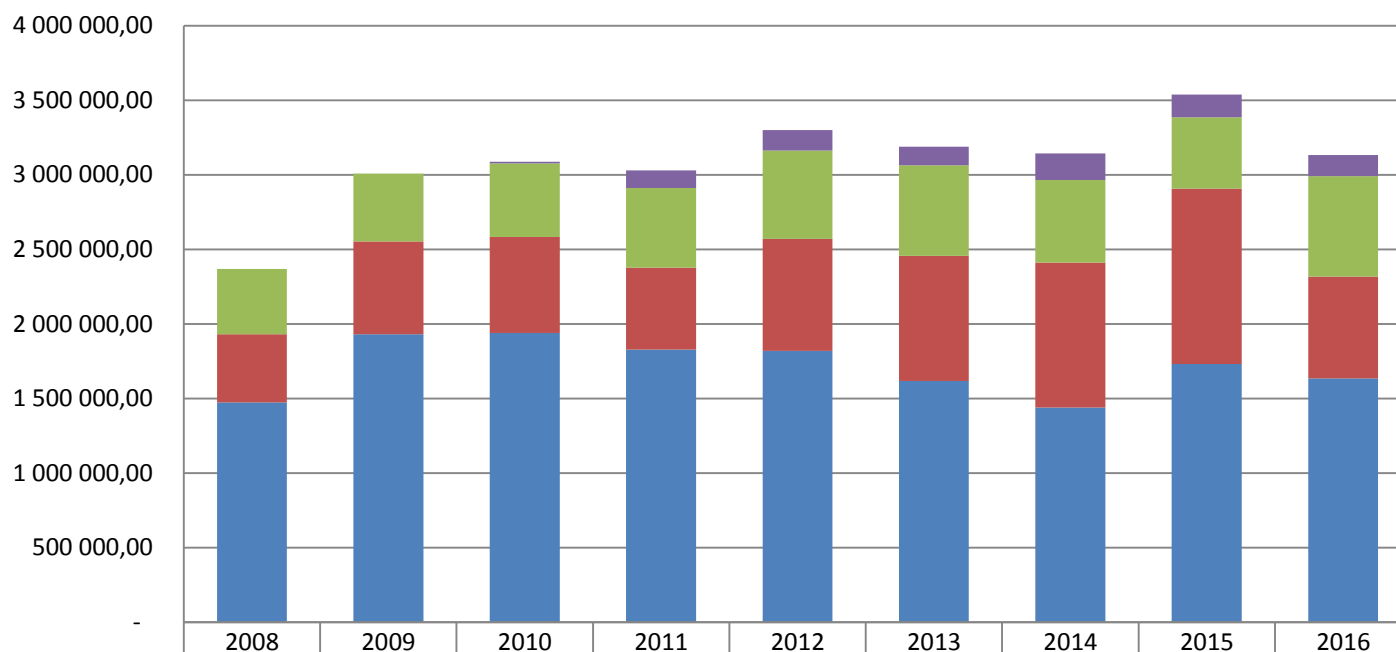
Atténuation de produits	Charges financières	Charges de personnel	Charges à caractère général	Charges de gestion courante	Charges exceptionnelles	TOTAL
2 409 842,12	395 363,64	7 158 553,64	3 132 929,43	3 110 585,89	0,00	16 207 275
14,87%	2,44%	44,17%	19,33%	19,19%	0,00%	100.00%

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL –

Un 011 contenu du fait de premières économies de gestion

Pour mémoire, les charges à caractère général comprennent les achats de biens et services, frais d'entretien et de réparation, documentation, transport et publicité. Elle sont constituées également des frais de formation, de fournitures et d'habillement, d'hygiène et sécurité, des dépenses énergétiques.

Ce chapitre budgétaire s'élève 3,132 M€. Il représente 19,33 % des dépenses réelles de fonctionnement. Il enregistre une baisse de 11% par rapport à 2015 notamment du fait d'économies de gestion opérées (TAD, activités courantes).



transport	-		10 307,00	117 410,00	137 125,00	123 098,00	177 731,00	151 629,00	141 739,03
petite enfance et enfance	438 383,00	456 249,00	493 662,00	534 454,00	591 949,00	607 935,00	553 335,00	478 647,00	675 135,76
activités courantes	456 493,00	622 249,00	644 125,00	549 553,00	752 650,00	838 332,00	970 947,00	1 175 701,	681 387,47
ordures ménagères	1 473 555,	1 929 995,	1 939 442,	1 827 923,	1 818 265,	1 618 301,	1 440 259,	1 731 677,	1 634 667,

**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT
- CHARGES DE PERSONNEL**

***Un 012 qui progresse du fait de la
mutualisation en impact brut***

La croissance des frais de personnel (+ 10 % par rapport à 2015) est portée, notamment, par la mutualisation. Rappelons qu'il s'agit d'une augmentation brute car compensée par une réduction forte de l'attribution de compensation de la commune de Noyon.

La mutualisation n'est cependant pas la seule explication de la progression du 012 en 2016. Le point d'indice a subi une première variation en juillet. Par ailleurs, le glissement vieillesse technicité (GVT) contribue également la hausse des frais de personnel.

La masse salariale brute représente 44 % environ des dépenses réelles de fonctionnement en 2016.

	BP 2014	CA 2014	BP 2015	CA 2015	BP 2016	CA 2016
Charges de personnel	6 000 000	6 064 842	6 780 000	6 494 446	7 200 000	7 167 000
Evolution n-1		+ 7 % de CA à CA	+ 13 % de BP à BP	+ 7 % de CA à CA	+6% de BP à BA	+10% de CA à CA

Effet brut de la mutualisation
+ GVT

La mutualisation explique la progression importante en brut des charges de personnel depuis 4 ans. Elle est cependant fortement compensée par une réduction de l'attribution de la ville de Noyon, ne laissant ainsi en net qu'un impact résiduel.

Cette évolution répond aussi à la montée en technicité des équipes imposées par des compétences supplémentaires conférées à l'EPCI à la suite des dernières lois (MAPTAM, Notre notamment).

La GVT représente quant à elle environ 150 000 € annuellement, hors impact mesures catégorielles spécifiques.

Le rôle social de la CC s'illustre dans les 39 contrats aidés qui constituent l'effectif en 2016, financés à hauteur de 217 000 € par l'Etat.

Impact mutualisation depuis lancement

	Poste	Répartition				Dépenses = impact brut ccpn	Atténuations de dépenses
		Initiale		Après mutualisation		Nouvelles Charges de Personnel	Réfaction sur attribution de Compensation versée
		NOYON	CCPN	NOYON	CCPN		
phase 1	DGS	100%	100%	50%	50%	169 439	- 216 780
	DGA Administration gal	100%	100%	50%	50%		
	Directeur Urbanisme	100%		50%	50%		
	Adjoint Urbanisme		100%	30%	70%		
	Marchés Publics		100%	50%	50%		
	Juriste		100%	30%	70%		
Phase 2	Chargé Mission Aménagement	100%		50%	50%	169 439	- 216 780
	Directeur Affaires Financières		100%	50%	50%		
	Assistant de prévention		100%	10%	90%		
Phase 3	Juriste		100%	50%	50%	656 661	- 448 522
	Adjoint Services techniques		100%	30%	70%		
	Adjoint Services techniques	100%		80%	20%		
	Responsable Espaces verts	100%		80%	20%		
	Responsable voirie	100%		80%	20%		
	DGA population	100%		50%	50%		
	Directeur de l'évaluation		100%	50%	50%		
	Assistant marchés publics		100%	50%	50%		
	Informaticien		100%	50%	50%		
	Informaticien	100%		50%	50%		
	Informaticien	100%		50%	50%		
	Directeur de cabinet	100%		50%	50%		
	Responsable Affaires générales	100%		60%	40%		
	Chargé d'aménagement		100%	50%	50%		
	Evenementiel	100%		50%	50%		
	Evenementiel	100%		50%	50%		
	Assistant communication	100%		50%	50%		
	Directeur communication	100%		50%	50%		
	Evenementiel	100%		80%	20%		
	vaguemestre	100%		90%	10%		
	Assistant communication		100%	50%	50%		
	Assistant communication	100%		50%	50%		
	Directeur informatique		100%	50%	50%		

La mutualisation a permis à l'EPCI de répondre à la montée en compétence des services, à moindre coût.

impact résiduel net global sur charges de personnel CCPN = 160 799 €

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT
- DETAIL DES « AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE » -

Un chapitre 65 en augmentation ponctuelle du fait du versement de soldes antérieurs de contributions aux communes

Le chapitre 65 a représenté 19,2 % des dépenses réelles de fonctionnement.

	2015	2016
Contingents et participations obligatoires ⁽¹⁾	2 092 014	2 089 742
Evolution n-1	+3,08%	-0,11%
Subventions et contributions versées ⁽²⁾	592 346	745 960
Evolution n-1	-5,41%	+25,93%
Autres charges de gestion courante	168 478	274 883
Total chapitre 65	2 852 837 €	3 110 585 €
<i>Evolution n-1</i>	<i>-2,11%</i>	<i>+9,03%</i>

- (1) Les contingents et participations obligatoires comprennent principalement la participation de la CC au SMDO et au SDIS.
- (2) Les subventions incluent une enveloppe globale de subventions allouées aux associations et à l'office de tourisme et des contributions d'aide aux communes et groupements (conventions des gymnases,...).

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

- DETAIL « AUTRES CHAPITRES »

Représentant 17,30 % des dépenses réelles de fonctionnement, les autres dépenses de fonctionnement correspondent aux chapitres 014 et 66.

Le chapitre 014 « atténuation de produits » s'élève à 2 409 842,12€. Ce montant enregistre les attributions de compensation versées aux communes. Il est en baisse notable ces dernières années, essentiellement pour la part reversée à la commune de Noyon, du fait de la contribution de la Ville aux dépenses de mutualisation (plus de 600 000€ en réfaction).

Le chapitre 66 « charges financières » correspond :

- Aux intérêts de la dette et aux ICNE (intérêts courus non échus) pour 377 185€
- aux intérêts de ligne de trésorerie pour 18 178 €

Du fait de la réduction des dotations, de baisses de subventions et de produits fiscaux atones, les recettes de fonctionnement s'amenuisent en 2016, contribuant à la détérioration de l'épargne de gestion

Les recettes réelles 2016 de la CC ont diminué de 1,50% sur un an.

La troisième année de contribution au redressement des comptes publics a affecté une nouvelle fois les recettes constatées, avec un impact cumulé qui devient de moins en moins soutenable alors que bon nombre de dépenses sont incompressibles sauf à remettre drastiquement en cause les politiques publiques menées. Les dispositifs de péréquation (FPIC notamment), en l'absence de solidarité communautaire prononcée entre les collectivités, n'ont pas permis de neutraliser cette perte de recettes.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

- DETAIL -

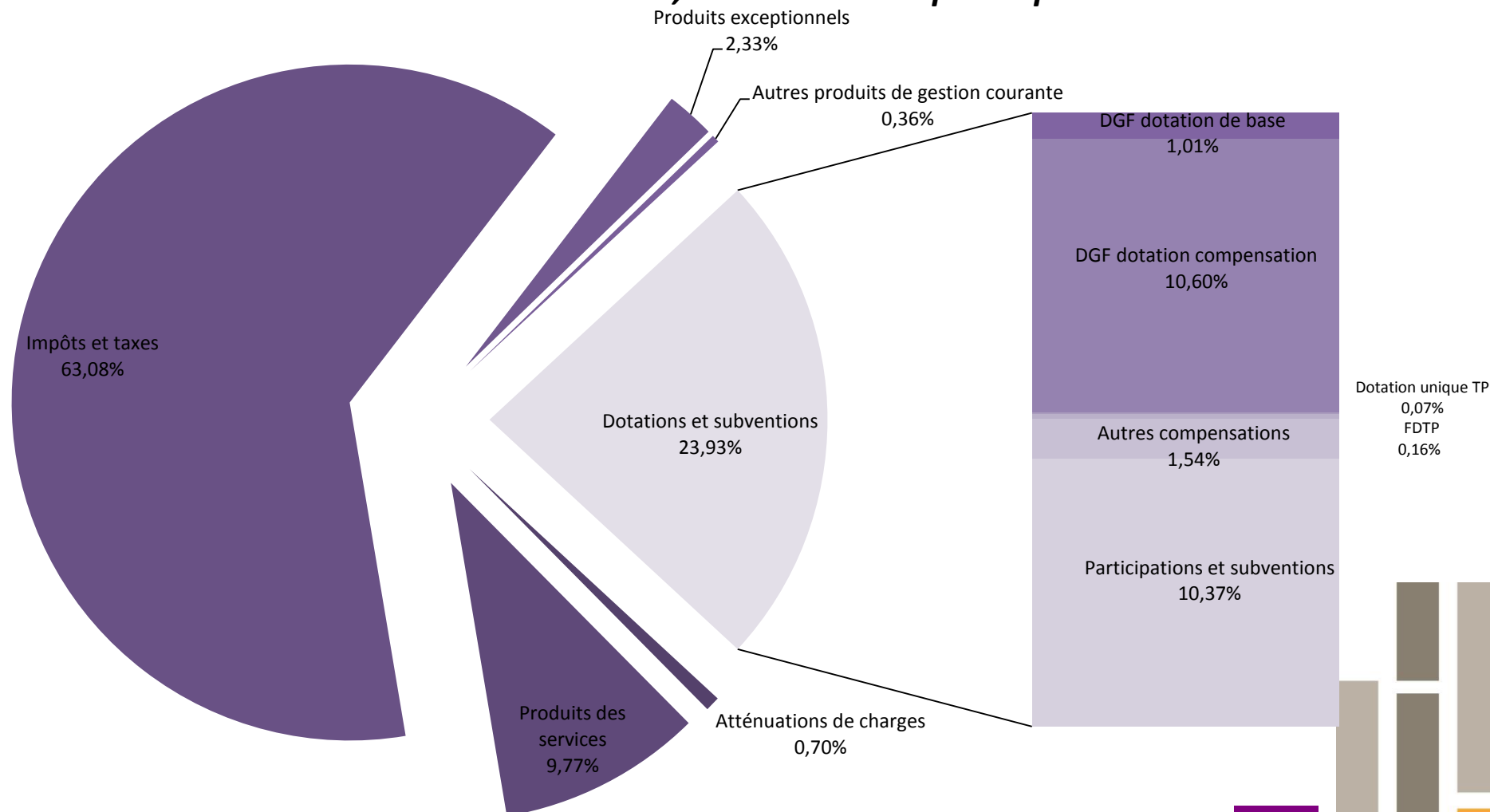
Le montant total des recettes de fonctionnement s'élève à 16 894 486€, soit 80 % du total des recettes du compte administratif 2016.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 16 703 635€.

Recettes		Crédits ouverts 2016	Réalisé	% exécution
O13	ATTENUATIONS DE CHARGES	72 000	117 408	163,07%
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	1 690 596	1 632 104	96,54%
73	IMPOTS ET TAXES	10 595 529	10 536 166	99,44%
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	4 242 743	3 967 703	93,52%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	133 580	60 926	45,61%
TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE		16 734 448	16 314 306	97,49%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	750	389 328	51910,44%
Total recettes réelles		16 735 198	16 703 635	99,81%
O42	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTI ONS	94 118	190 852	202,78%
Total recettes d'ordre		94 118	190 852	202,78%
OO2	RESULTAT REPORTE	1 306 660		
Total général		18 135 976	16 894 486	93,15%

Répartition des principales recettes réelles de fonctionnement par nature : 16 703 634€

Zoom sur les dotations, subventions et participations



A noter : réduction de la part dotations et subventions de 4 points sur un an

La part des dotations et participations accentue sa contraction, illustrant l'impact des diminutions des concours financiers de l'Etat. 24% des RRF en 2016 contre 37% en 2010

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

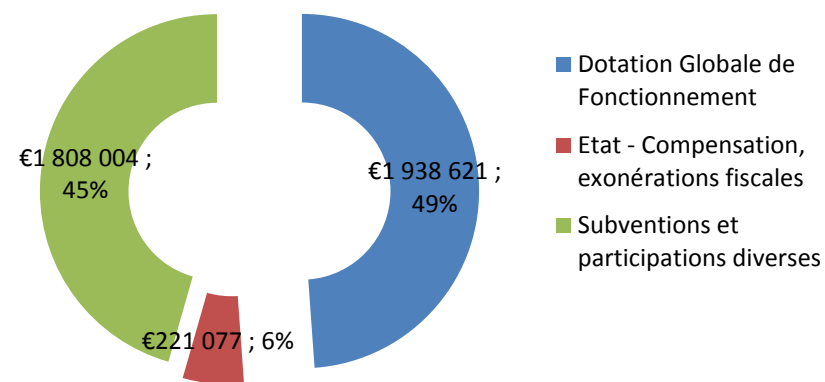
- DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS -

*Un chap 74 en diminution marquée,
du fait de la baisse drastique de DGF*

Le chapitre « dotations, subventions et participations » représente à peine 24 % des recettes réelles de fonctionnement.

Ce chapitre est en baisse de 15 % par rapport à 2015.

Cela s'explique essentiellement par la diminution de DGF enregistrée en 2016, dans le cadre de l'effort national de redressement des comptes publics (-370 863€).



Dotation Globale de Fonctionnement	Etat - Compensation, exonérations fiscales	Subventions et participations diverses	TOTAL
1 938 621 €	221 077 €	1 808 004 €	3 967 702 €

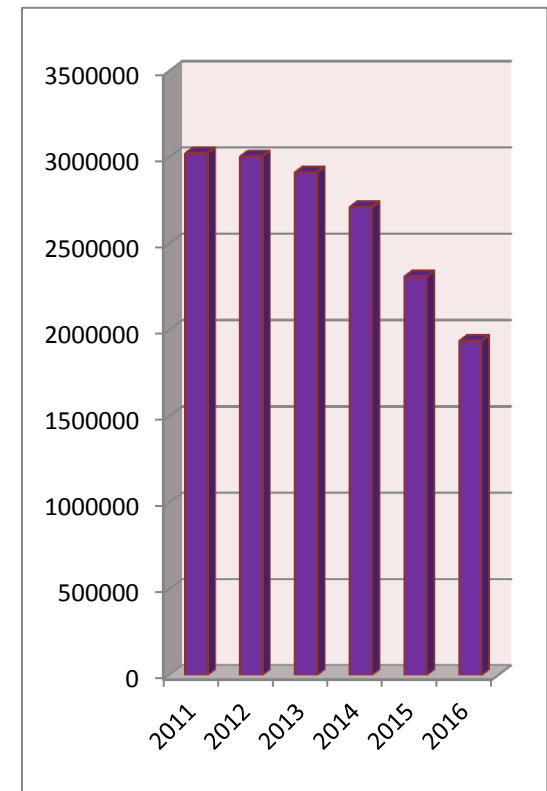
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

- DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS -

Focus sur l'évolution de la DGF

Principal concours financier de l'Etat envers la collectivité, la DGF présente l'évolution à la baisse suivante :

		2013	2014	2015	2016
dotation d'intercommunalité sans décision		1 046 066	1 001 943	970 498	963 023
contribution au redressement des comptes publics			-136 136	-136 136	-136 136
	2015			-330 481	-330 481
	2016				-330 262
	2017				
dotation d'intercommunalité nette perçue ou à percevoir		1 046 066	865 807	503 881	167 960
dotation de compensation		1 866 156	1 845 887	1 805 601	1 770 661
DGF EPCI perçue ou à percevoir		2 912 222	2 711 694	2 309 482	1 938 621
réduction nette de dgf			-200 528	-402 212	-370 861
perte cumulée sur la période		-973 601			



**perte cumulée de DGF par l'EPCI sur période 2013/2016 : près de 1 M€
soit une diminution de plus de 33% depuis 2013, et prévue de se poursuivre**

=>une diminution de recettes d'Etat qui a un impact fort sur les ratios d'équilibre

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

- DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS -

Focus sur les subventions

Le montant total des subventions s'élève à 1,8 M€ .

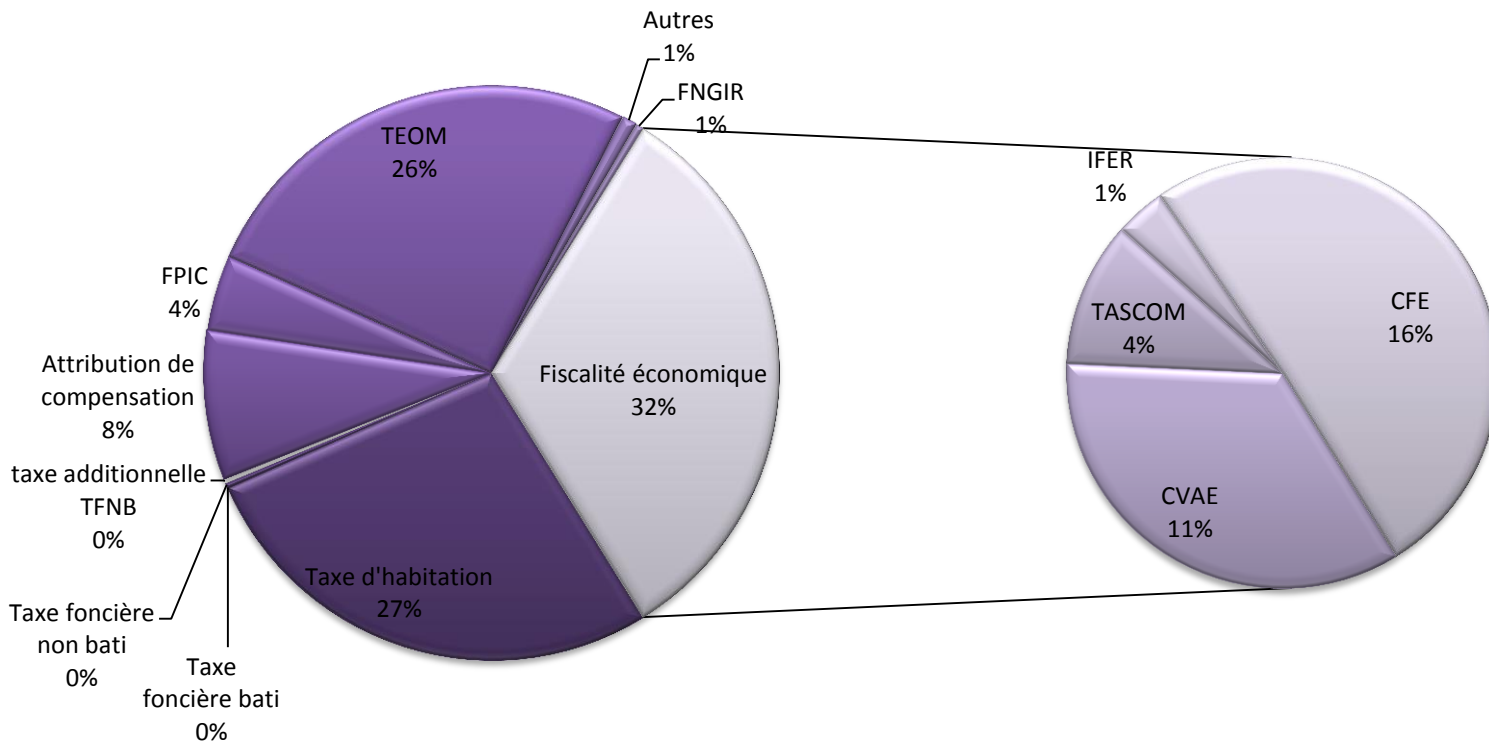
ASP Aides à l'emploi	CAF de l'Oise, MSA enfance et petite enfance	Région	Conseil Général	CCPS, CC2V	SMVO	Divers Agence de l'eau, ANAH,....	TOTAL
42 111 €	1 375 296 €	20 331 €	9 170 €	68 605 €	75 176 €	217 315 €	1 808 004 €

Tel qu'indiqués dans le tableau supra, les subventions, enregistrées au chapitre 74, sont attribuées par diverses institutions et organismes publics. Ainsi :

- Les versements reçus de l'ASP concernent les salaires des CUI CAE et des EAV, lesquels sont compensés à hauteur de 70% en moyenne.
- Les aides de la CAF et de la MSA portent sur le fonctionnement des haltes garderies et des accueils périscolaires.
- La Région et le Département ont octroyé des subventions pour diverses opérations (marché aux fruits rouges, interventions menées dans le cadre de l'OPAH,...).
- Les actions portées par le pays sont en partie supportées financièrement par la CC2V et la CCPS
- SMVO (soutien ambassadeur tri et reprise verre)
- SMTCO (fonctionnement du TCAD)
- Autres (Agence de l'eau, ANAH,)

Recettes fiscales chap 73

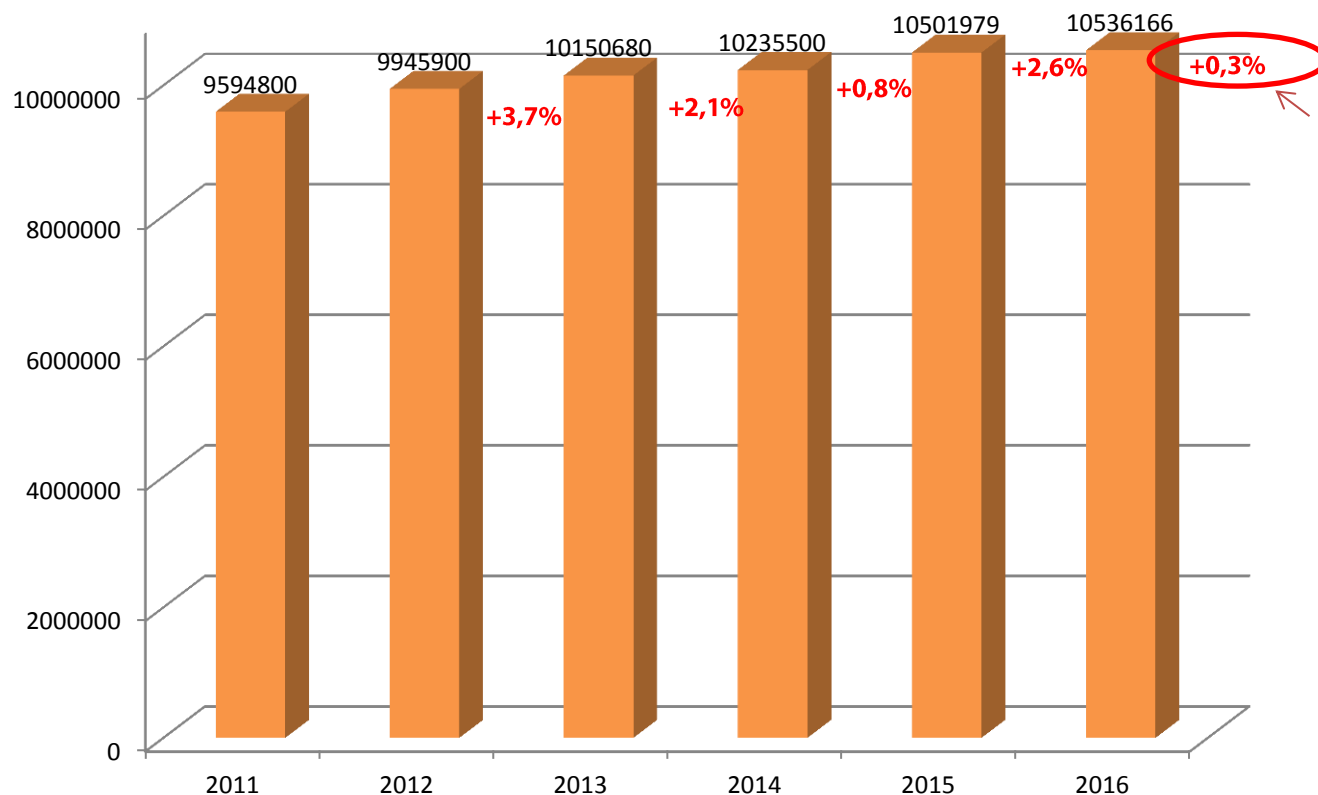
Zoom sur les recettes fiscales : 10 536 166 €



Le produit fiscal a représenté 62 % des recettes de fonctionnement.
La croissance des bases fiscales fixées par l'Etat s'est élevée à 1 %.

***Evolution du chapitre 73 : une
progression peu dynamique sur la
période et une stagnation en 2016***

Evolution des recettes fiscales



On constate une stagnation de l'évolution des produits fiscaux sur la fin de période. Ceci s'explique par des revalorisations peu dynamiques de bases décidées par le Parlement et par des abattements ou exonérations décidées par l'Etat.

Le levier fiscal n'a pas été actionné sur la période.

**RECETTES REELLES DE
FONCTIONNEMENT**
- Impôts et taxes -

**Détail sur la
Fiscalité directe**

**Aucune hausse
des taux n'a été
appliquée en
2016 et depuis le
passage en TPU
sur la fiscalité
directe ici
présentée.**

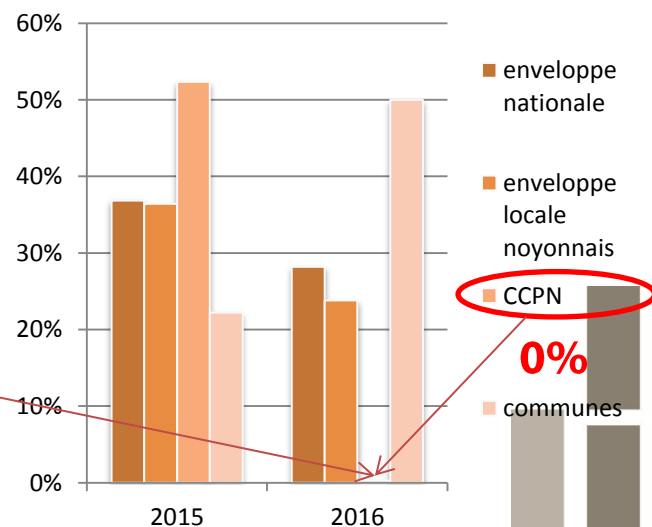
**En 2016, le produit
de la TH est en
recul du fait de
bases qui se
contractent suite à
ajustements DGFIP,
ce qui aboutit à
une perte de
produit de près de
100 000 €.**

Composantes de la fiscalité (hors TEOM)	2015	2016
CFE		
<i>Evolution de la base</i>	-4,03%	+0,55%
Taux	23,65%	23,65%
Produit de la CFE	1 721 646 €	1 731 133€
CVAE		
Produit de la CVAE	1 178 428 €	1 177 617€
<i>Evolution du produit</i>	-0,58 %	-0,07%
IFER		
Produit des IFER	125 814 €	129 313€
<i>Evolution du produit</i>	+0,71%	+2,78%
TASCOM		
Produit de TASCOM	443 285 €	370 964€
<i>Evolution du produit</i>	+ 14,19%	-16,32%
FNGIR		
Produit du FNGIR	49 356 €	49 356 €
<i>Evolution du produit</i>	0 %	0%
TAXE D'HABITATION et TAXE FONCIER NON BATI		
<i>Evolution de la base TH</i>	5,24%	-2,7%
Taux TH	9,52%	9,52%
<i>Evolution de la base TFNB</i>	1,65%	1,15%
Taux TFNB	2,92%	2,92%
Produit de la TH et de la TFNB	2 986 282 €	2 906 759€
<i>Evolution du produit</i>	3,1%	-2,66%

Stagnation de la part du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales perçue par la CCPN

- On constate une stagnation du FPIC perçu par la CCPN alors même que l'enveloppe nationale était constatée à la hausse en 2016 et que les communes du territoire ont perçu plus. Cela s'explique par l'absence d'unanimité des communes pour permettre de rehausser la part destinée à la solidarité communautaire.

	2014	2015	2016
enveloppe nationale	570 000 000	780 000 000	1 000 000 000
		37%	28%
enveloppe locale noyonnais	622 131	848 811	1 050 943
		36%	24%
CCPN	293 219	446 759	447 922
		52%	0%
communes	328 912	402 052	603 021
		22%	50%



***Des produits des services
en faible hausse***

Le chapitre 70 « produits des services » totalise 1 632 103€ (+5% par rapport à N-1).

Le chapitre 70 comprend entre autres en 2016 les produits liés :

- à la restauration scolaire et à l'accueil périscolaire (793 000€),
- à la vente des tickets de transport (18 000€),
- au funérarium (35 000 €),
- aux entrées crèche et halte-garderie (206 000 €),
- aux actes d'urbanisme et aux journées ingénieur refacturés aux communes (106 000€)
- aux atténuations de charges constatées sur les budgets annexes INOVIA et SPANC (435 000 €)

Une large part des recettes enregistrées sur ce chapitre provient de l'atténuations de charges du budget annexe INOVIA (012) : remboursement de salaires.

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

- autres recettes de fonctionnement -

Les autres recettes de fonctionnement s'élèvent à 567 661€, soit 3 % des recettes réelles de fonctionnement.

Elles comprennent :

- Le chapitre 013 « atténuation de charges ». Il comptabilise 117 407€ lesquels recouvre essentiellement des remboursements de rémunérations et de charges sociales pour maladie effectués par la CPAM et les assurances.
- Le chapitre 75 « autres produits de gestion courante » présente une exécution de 60 926€. Il est forte baisse (-77%) du fait de jeu d'écritures sur les participations des communes aux NAP, auparavant comptabilisés sur ce chapitre mais intégrées depuis 2016 aux attributions de compensation (chap 014 ou 73) .
- Le chapitre 77 « produits exceptionnels » enregistre des menus produits de remboursement et un produit de cession pour un montant de 389 328€.

SECTION D'INVESTISSEMENT



SECTION D'INVESTISSEMENT

- DÉPENSES D'INVESTISSEMENT -

Une exécution modérée en dépenses

Les dépenses d'investissement totalisent 2 988 215 € et représentent 14,5% des dépenses totales de 2016.

N°	Crédits ouverts 2016	CA 2016	Taux d'exécution
16	916 425 €	857 593 €	93,58%
13	- €	- €	
20,21,23	7 196 139 €	1 911 445 €	26,56%
26	27 600 €	27 600 €	100,00%
27	725 €	725 €	
4581	710 000 €	- €	0,00%
Dépenses réelles	8 850 889 €	2 797 363 €	31,61%
040/041	94 118 €	190 852 €	202,78%
001			
TOTAL DEPENSES	8 945 007 €	2 988 215 €	33,41%

Le taux de réalisation pour les chapitres 20, 21 et 23 résulte en particulier du report des opérations « giratoire campus », accès déchetterie et de la seconde tranche de l'aménagement du pôle insertion et solidarité.

- DÉPENSES D'EQUIPEMENT -

Réalisation d'opérations structurantes

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 1 911 445 euros, soit 64 % des dépenses réelles d'investissement.

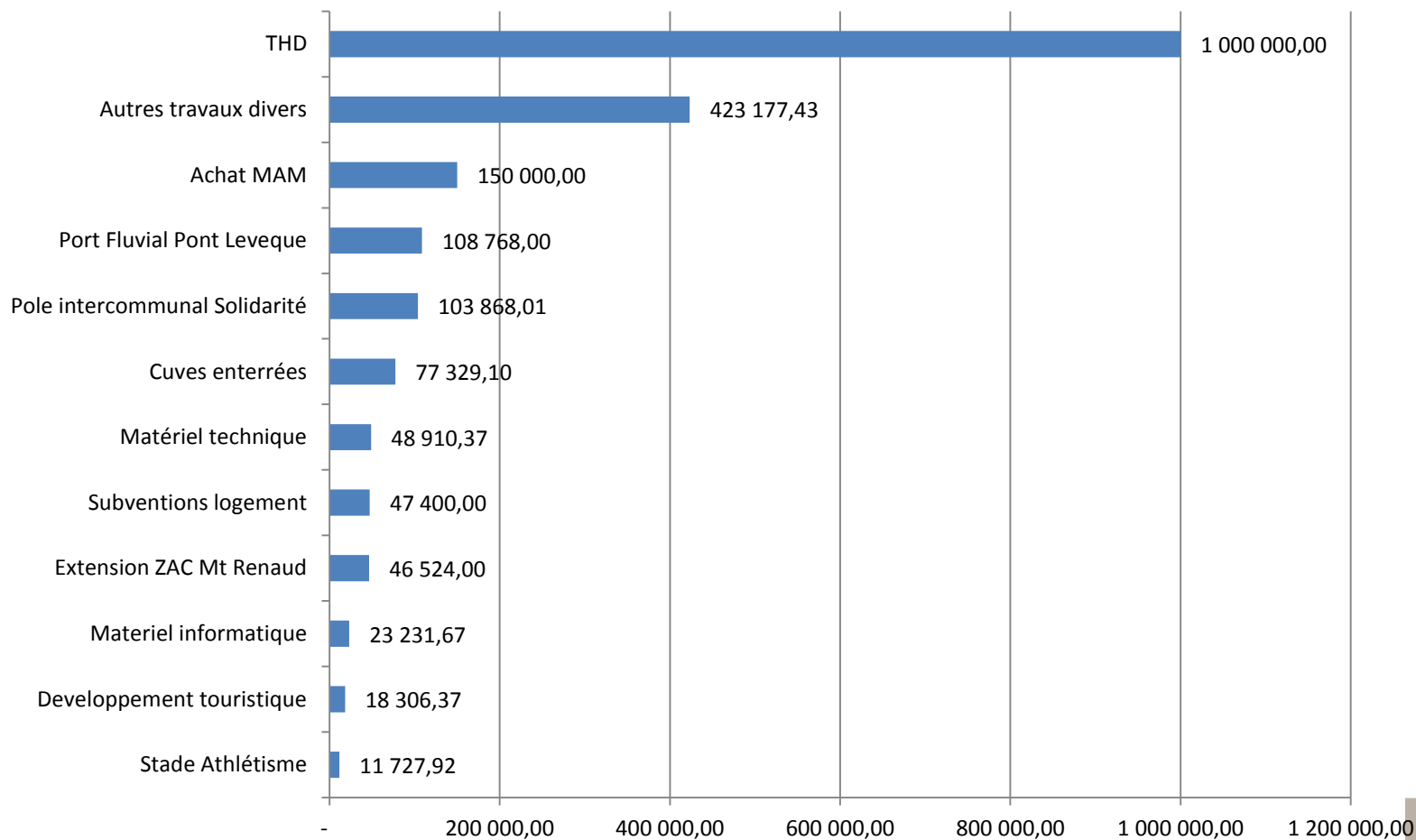
Elles comprennent principalement :

- 1 000 000 € (soit 53 % des dépenses d'équipement 2016) au titre du premier remboursement du déploiement fibre optique au SMOTHD.
- 150 000 € pour l'achat de la MAM de Carlepont
- 210 000€ de crédits d'aménagement pour de la halte fluviale à Pont L'Eveque et le pole intercommunal de services sur le site ex Brezillon

Le reste se répartit entre des opérations non affectés, des immobilisations corporelles diverses (matériel informatique, installations de voirie, matériel de transport,...), des subventions d'équipement versées,...

- DÉPENSES D'EQUIPEMENT -

Détail global



RECETTES D'INVESTISSEMENT

Une exécution des subventions sous contrainte

Les ressources d'investissement totalisent 4 316 189€, soit 20 % du total des recettes du Compte Administratif 2016.

Le tableau ci-après présente les recettes par nature ainsi que les taux d'exécution.

N°	Chapitres	Crédits ouverts 2016	CA 2016	Taux d'exécution
10	Dotations et fonds propres	902 612,43 €	108 480,14 €	12,02%
1068	Affectation excédent de fonct N-1			
13	Subventions d'investissement	940 103,77 €	190 831,45 €	20,30%
16	Emprunts et dettes assimilées	2 500 600,00 €	2 500 600,00 €	100,00%
21	immo incorporelles	- €	- €	#DIV/0!
27	Autres immos financières	- €	- €	
O24	Produits des cessions	382 500,00 €		0,00%
4582	Investissement sous mandat	629 473,43 €	74 200,26 €	11,79%
Recettes réelles d'investissement		5 355 289,63 €	2 874 111,85 €	53,67%
040	Opérations d'ordre	960 796,94 €	1 442 078,11 €	150,09%
021	Virement de la section de fonctionn,			
001	Résultat reporté	2 629 520,58 €		
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		8 945 607,15 €	4 316 189,96 €	48,25%

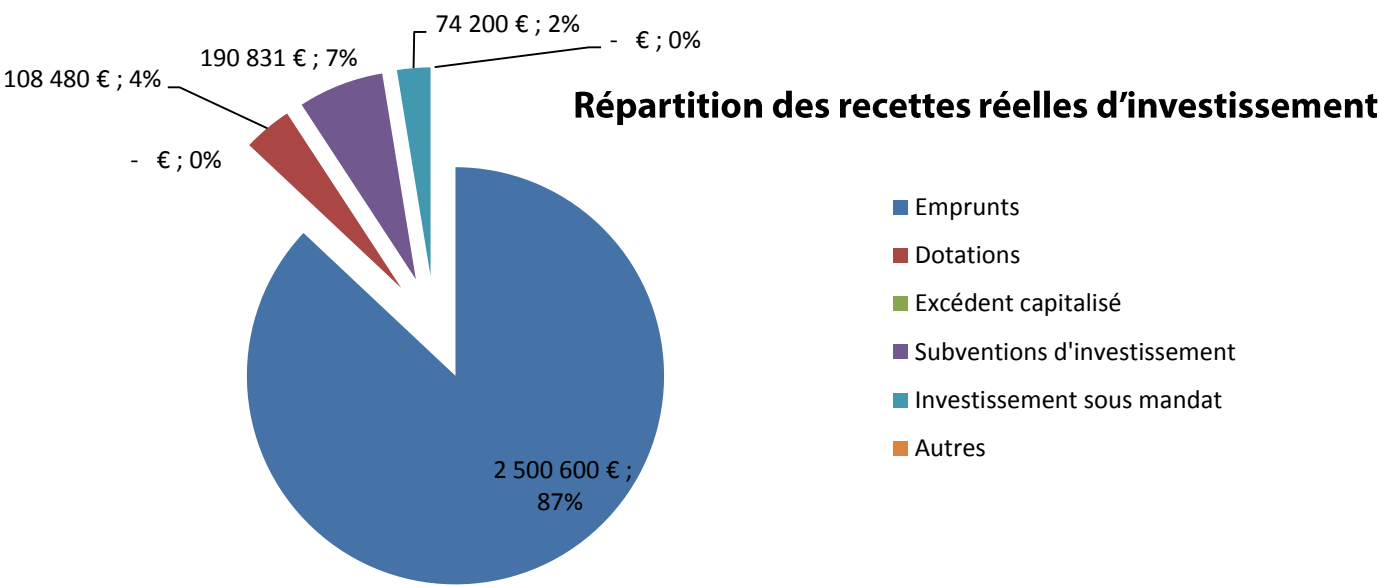
Les ressources d'investissement sont liées à l'exécution des dépenses et aux délais de versement des subventions des partenaires financiers et de l'Etat.
Le taux d'exécution reflète ces contraintes.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Ventilation

Les recettes réelles d'investissement totalisent 2 874 112€.
Le graphique ci-dessous présente leur répartition par nature :

Emprunts	Dotations	Excédent capitalisé	Subventions d'investissement	Investissement sous mandat	Autres	TOTAL
2 500 600 €	108 480 €	- €	190 831 €	74 200 €	- €	2 874 112 €
87,00%	3,77%	0,00%	6,64%	2,58%	0,00%	100,00%



RECETTES D'INVESTISSEMENT

- DOTATIONS -

Ce chapitre totalise 108 480,14€ de recettes.

Il correspond à l'enregistrement des recettes du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée. Le FCTVA est lié au montant des dépenses d'investissement éligibles réalisées au cours de l'année 2015/2016.

RECETTES D'INVESTISSEMENT

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

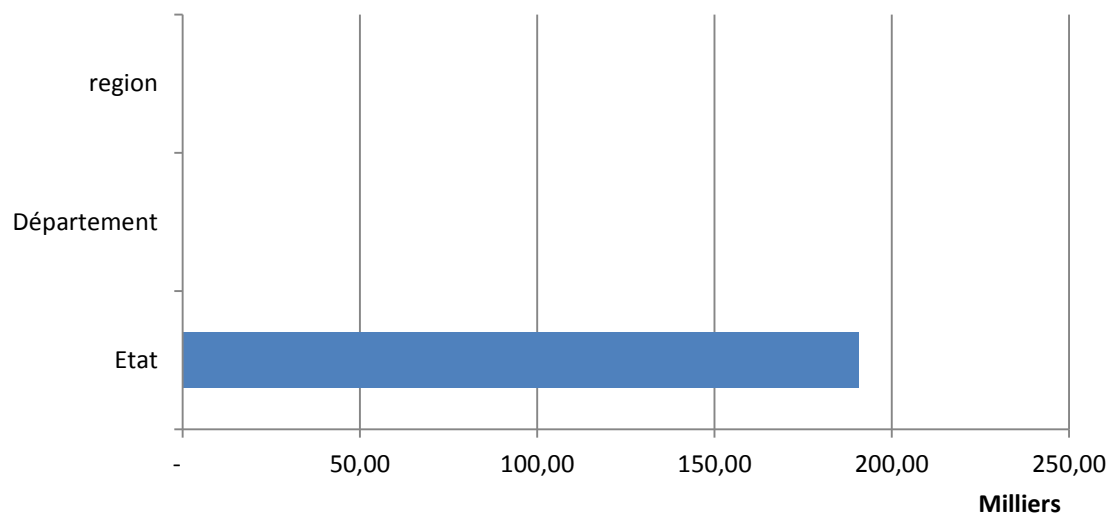
Des subventions moindres en 2016, liées à des modifications dans le planning des opérations

Chaque année, la Communauté de Communes dynamise ses ressources par la sollicitation de financements extérieurs.

Ce chapitre totalise 190 831€. Le taux de réalisation est de 20 %. Le montant des subventions reçues peut varier d'un exercice à l'autre en fonction de la nature des investissements réalisés.

Répartition des subventions par partenaire financier

Les subventions réellement perçues, en baisse, s'expliquent également par le décalage dans le lancement de projets.



RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT

- AUTRES RECETTES -

- Le chapitre 040 « Opérations de transfert entre sections » totalise 1 442 078,11€. Il comprend pour l'essentiel l'amortissement des biens d'investissement (compte 28 pour un total de 958 461€), mais aussi les opérations de régularisation comptables des cessions 2015, à savoir 483 617 € correspondant à la cession de la MIFE.

STRUCTURE DE LA DETTE

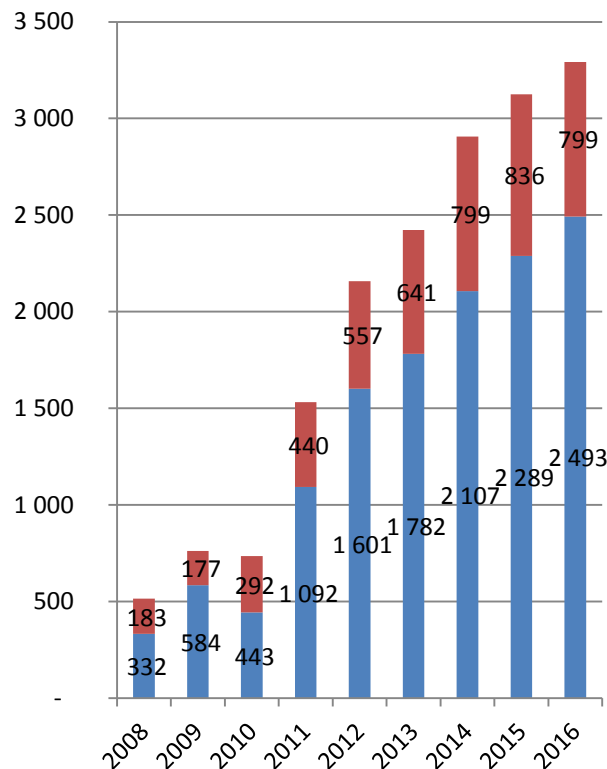
Situation de l'encours consolidé au 01/01/2017

Répartition de la dette par budget

Budgets	Nombre d'emprunts au 01/01/2017	Encours au 01/01/2016		Encours au 01/01/2017	
		en €	en %	en €	en %
Friche industrielle	1	175 717,31	0,76%	153 732,65	0,61%
Inovia	7	8 422 169,47	36,27%	9 952 301,55	39,57%
PAP	1	1 333 333,36	5,74%	1 166 666,70	4,64%
Principal	13	9 885 584,53	42,58%	11 521 741,99	45,81%
Village d'Entreprises	1	612 168,20	2,64%	535 647,17	2,13%
totaux hors Majencia et Guitel		20 428 972,87	87,99%	23 330 090,06	92,76%
Guitel	1	928 855,88	4,00%	757 535,17	3,01%
Majencia	2	1 860 683,30	8,01%	1 064 291,18	4,23%
totaux Majencia et Guitel compris		23 218 512,05	100,00%	25 151 916,41	100,00%

Sur le principal : 2,5 M€ levés en 2016 dont 1M€ pour le THD
 Sur Inovia : 1,9 M€ levés en 2016 pour l'achèvement du CRSD
 Sur les autres budgets : désendetttement enregistré

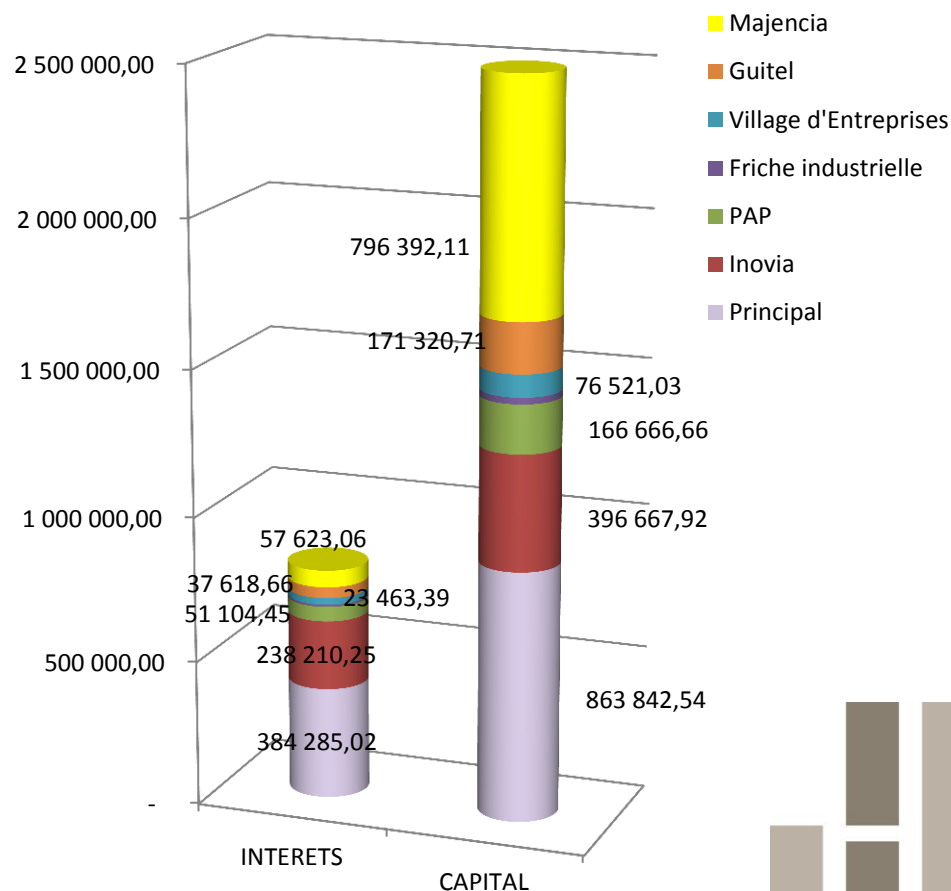
Structure de l'annuité de la dette consolidée



L'augmentation de l'annuité sur la période s'explique par :

- la transformation en emprunts long terme de 7 M€ de ligne de trésorerie - qui existait en 2008 et qui servait à financer les investissements- et
- le financement du CRSD.

POUR INFORMATION : DETAIL PAR BUDGET DES ANNUITES PAYEES EN 2016



	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Remboursement du capital	332	584	443	1 092	1 601	1 782	2 107	2 289	2 493
Intérêts de la dette	183	177	292	440	557	641	799	836	799
Annuité	515	761	735	1 532	2 158	2 423	2 906	3 125	3 292

L'ESSENTIEL DES BUDGETS ANNEXES 2016



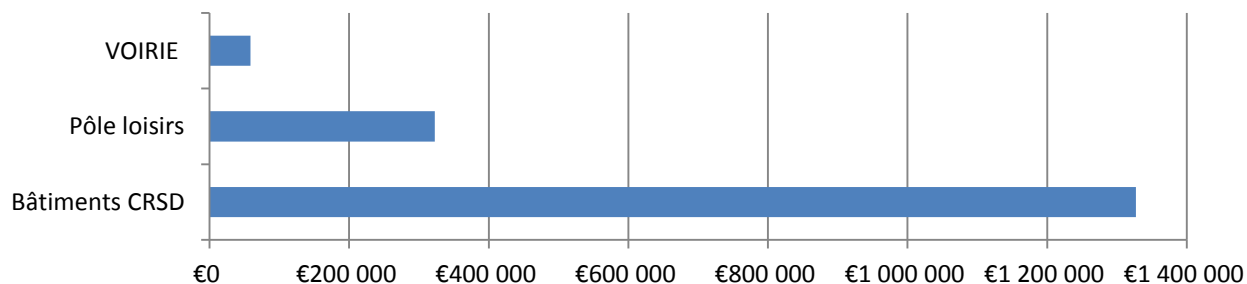
INOVIA - Opérations CRSD -

Opérations d'investissement	DEPENSES Réalisé 2016
Bâtiments CRSD	1 327 172 €
Pôle loisirs	322 500 €
VOIRIE	58 487 €

Les principales opérations d'investissement



DEPENSES Réalisé 2016



*Imputation
Budget INOVIA*

Budget annexe INOVIA

Temps forts 2016

Inauguration du bâtiment 12 dédié à la formation et de l'Ecole du numérique



Inauguration de la pépinière éco-industrielle (PEI)



BUDGETS ANNEXES

Les **budgets annexes**, distincts du budget principal, mais votés par l'assemblée délibérante, sont établis pour certains services locaux spécialisés (bâtiments locatifs, aménagement de terrains dans l'attente d'être vendus, etc.).

Ces budgets permettent d'établir le coût réel d'un service.

Pour la Communauté de communes, ces budgets se répartissent en trois catégories :

- Budgets annexes bâtiments locatifs
- Budgets annexes lotissement
- Budgets annexes de services locaux

Budgets bâtiments locatifs

INTERSNACK

INOVIA

***VILLAGE
D'ENTREPRISES***

MAJENCIA

GUITEL

INOVIA

Le résultat de clôture est excédentaire de 2 319 889,57€.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	1 894 235,00	1 894 235,00	
Exécution du budget	1 596 218,60	894 562,86	- 701 655,74
Résultat 2015 reporté	228 918,18		- 228 918,18
Résultat 2016			- 930 573,92

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	9 142 545,00	9 142 545,00	
Exécution du budget	2 202 912,11	5 087 006,55	2 884 094,44
Résultat 2015 reporté		366 369,05	366 369,05
Résultat 2016			3 250 463,49

Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)	2 319 889,57
---	---------------------

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser	2 050 649,41	1 750 075,15	- 300 574,26

Les dépenses de fonctionnement sont constituées de charges de gestion courantes, de charges financières et d'amortissements.

Les recettes de fonctionnement concernent l'encaissement des loyers et de subventions.

En investissement figurent les dépenses et les recettes liées aux actions du CRSD ainsi que les remboursements d'emprunts .

INTERSNACK			
Le résultat de clôture est déficitaire de 2 400 546,74€.			
Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	741 978,00	741 978,00	
Exécution du budget	134 556,63	-	- 134 556,63
Résultat 2015 reporté	580 707,66		- 580 707,66
Résultat 2016			- 715 264,29
Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	1 800 000,00	1 800 000,00	
Exécution du budget	1 782 151,62	23 566,50	- 1 758 585,12
Résultat 2015 reporté		73 302,67	73 302,67
Résultat 2016			- 1 685 282,45
Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)			- 2 400 546,74
Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			0,00

Les dépenses de fonctionnement comprennent les fluides, l'assurance et la taxe foncière. Le déficit de la section d'investissement s'explique par deux annuités de remboursement à l'EPFLO comptabilisées sur l'année (RAR + exécution annuelle) et au fait que l'enregistrement des produits de cession s'effectuera sur le budget 2017.

MAJENCIA

Le résultat de clôture est excédentaire de 272 514,91 €.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	1 209 557,00	1 209 557,00	
Exécution du budget	208 069,57	1 197 608,05	989 538,48
Résultat 2015 reporté			-
Résultat 2016			989 538,48

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	1 704 325,00	1 704 325,00	
Exécution du budget	796 392,11	987 300,64	190 908,53
Résultat 2015 reporté	907 932,10		- 907 932,10
Résultat 2016			- 717 023,57

Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)	272 514,91
---	-------------------

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			

Les dépenses comprennent le remboursement de l'annuité d'emprunts et le paiement de la taxe foncière.

Les loyers constituent l'intégralité des recettes.

Ce budget est excédentaire en 2015, il était déficitaire en 2014.

GUITEL			
Le résultat de clôture est excédentaire de 88 617,22 €.			
Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	443 982,00	443 982,00	
Exécution du budget	125 290,77	300 196,32	174 905,55
Résultat 2015 reporté		85 032,38	85 032,38
Résultat 2016			259 937,93
Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	335 973,00	335 973,00	
Exécution du budget	171 320,71	164 652,29	- 6 668,42
Résultat 2015 reporté	164 652,29		- 164 652,29
Résultat 2016			- 171 320,71
Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)			88 617,22
Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			

Les dépenses incluent le remboursement de l'annuité d'emprunts et le paiement de la taxe foncière.

Les loyers constituent la totalité des recettes.

VILLAGE D'ENTREPRISES

Le résultat de clôture est excédentaire de 49 423,48 €.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	176 429,00	176 429,00	
Exécution du budget	92 391,13	119 973,91	27 582,78
Résultat 2015 reporté		54 719,33	54 719,33
Résultat 2016			82 302,11

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	156 743,00	156 743,00	
Exécution du budget	88 182,69	75 195,51	- 12 987,18
Résultat 2015 reporté	19 891,45		- 19 891,45
Résultat 2016			- 32 878,63

Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)	49 423,48
---	------------------

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			-

Les dépenses comprennent des charges à caractère général, des DAA, des annuités d'emprunts.

Les recettes correspondent aux loyers payés par les entreprises.

Budgets de stocks

***PARC D'ACTIVITES DE
PASSEL***

LA ROSIERE

FRICHE INDUSTRIELLE

***ACQUISITION
RESERVES FONCIERES***

PARC D'ACTIVITES DE PASSEL

Le résultat de clôture est déficitaire de 1 310 789,70 €.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	1 360 167,00	1 360 167,00	
Exécution du budget	49 368,00	49 368,00	-
Résultat 2015 reporté			-
Résultat 2016			-

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	1 310 789,00	1 310 789,00	
Exécution du budget	216 034,66	-	- 216 034,66
Résultat 2015 reporté	1 094 755,04		- 1 094 755,04
Résultat 2016			- 1 310 789,70

Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)	-	1 310 789,70
---	---	---------------------

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			

A noter néanmoins qu'il s'agit d'un actif positif, dont la cession de m² restant disponibles peut engendrer des recettes.

Les dépenses correspondent au remboursement des annuités d'emprunts.

Ce budget avait pour objet de retracer les dépenses et les recettes consécutivement à la création d'une ZA sur les communes de Morlincourt et Salency.

LA ROSIERE

Le résultat de clôture est déficitaire de 403 892,64 €.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	560 011,00	560 011,00	
Exécution du budget	-	-	-
Résultat 2015 reporté			-
Résultat 2016			-

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	481 947,00	481 947,00	
Exécution du budget			
Résultat 2015 reporté	403 892,64	-	- 403 892,64
Résultat 2016			- 403 892,64

Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)	-	403 892,64
---	---	-------------------

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			

A noter néanmoins que le résultat est déficitaire mais qu'il s'agit d'un actif positif financé par le BP. Ces terrains valorisables, engendreront des recettes en cas de cession.

Ce budget retrace les écritures comptables afférentes au stockage de terrains en vue d'échanges.

ACQUISITION RESERVES FONCIERES			
Le résultat de clôture est déficitaire de 743 414,21 €.			
Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	1 063 425,00	1 063 425,00	
Exécution du budget	-	-	-
Résultat 2015 reporté			-
Résultat 2016			-
Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	903 415,00	903 415,00	
Exécution du budget	-	-	-
Résultat 2015 reporté	743 414,21		- 743 414,21
Résultat 2016			- 743 414,21
Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)			
			- 743 414,21
Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			

A noter néanmoins que le résultat est déficitaire mais qu'il s'agit d'un actif positif financé par le BP. Ces terrains valorisables engendreront des recettes en cas de cession.

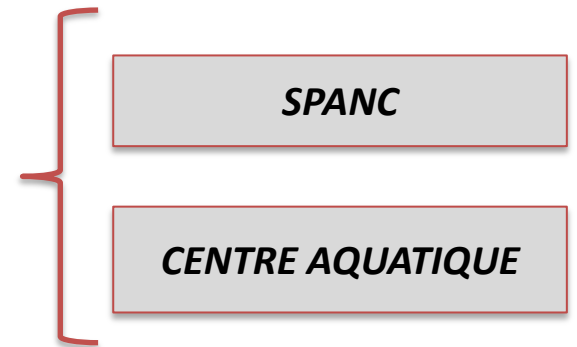
La différence entre les crédits ouverts et l'exécution constatée en section de d'investissement est due à des ventes de terrain non réalisées.

Ce budget (friche JACOB) retrace les écritures comptables afférentes aux échanges de terrains PAP avec les terrains occupés par la société KOHLER.

FRICHE INDUSTRIELLE			
Le résultat de clôture est déficitaire de 843 346,56€.			
Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	849 865,00	849 865,00	
Exécution du budget	6 506,15	6 506,15	-
Résultat 2015 reporté			-
Résultat 2016			-
Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	843 348,00	843 348,00	
Exécution du budget	28 470,81	-	- 28 470,81
Résultat 2015 reporté	814 875,75	-	- 814 875,75
Résultat 2016			- 843 346,56
Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)			- 843 346,56
Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			

Les dépenses correspondent au paiement d'études et au remboursement d'annuités d'emprunts.

Budgets de services



SPANC

Le résultat de clôture est excédentaire de 35 180,37 €.

En progression

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	54 829,00	54 829,00	
Exécution du budget	42 391,20	64 920,63	22 529,43
Résultat 2015 reporté	10 649,71	-	10 649,71
Résultat 2016			11 879,72

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	23 300,65	23 300,65	
Exécution du budget			-
Résultat 2015 reporté		23 300,65	23 300,65
Résultat 2016			23 300,65

Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)	35 180,37
---	------------------

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			

Les principales dépenses concernent des frais d'affranchissement et la rémunération de l'agent affecté au SPANC.

Les recettes enregistrent les redevances ANC payées par les usagers.

CENTRE AQUATIQUE

Le résultat de clôture est excédentaire de 6154,92 €.

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts	14 058,00	14 058,00	
Exécution du budget	- 8 498,16	- 16 401,24	- 7 903,08
Résultat 2015 reporté		14 058,00	14 058,00
Résultat 2016			6 154,92

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Crédits ouverts			
Exécution du budget			
Résultat 2015 reporté			-
Résultat 2016			-

Résultat global de clôture (fonctionnement + investissement)	6 154,92
---	-----------------

Section d'investissement	Dépenses	Recettes	Résultats
Restes à Réaliser			

Ces écritures correspondent à des régularisations comptables.